

**Projet d'Appui à la Gestion Conjointe des Ressources Sylvopastorales (PACRSP II)**

**Rapport de la Mission d'Evaluation à Mi-Parcours**  
(du 2 au 13 juin 2006)  
(Version corrigée)

**Par :**

**Ibro Adamou, Consultant national**  
**Alhassane Younfa, Consultant national**

**Avec la participation de :**

**Hassoumi Nomaou, DE/P Ministère des Ressources Animales**  
**Abdoulaye Lihida, DE/Ministère de l'Hydraulique de l'Environnement et de la Lutte**  
**Contre la Désertification**

# SOMMAIRE

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	<b>3</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>II. METHODOLOGIE</b>	<b>5</b>
<b>III. BREVE PRESENTATION DU PROJET</b>	<b>6</b>
<b>IV. RESULTATS DE LA MISSION</b>	<b>7</b>
<b>4.1 Analyse de l'orientation globale du projet</b>	<b>7</b>
4.1.1 La problématique sur laquelle travaille le projet	7
4.1.2 Aperçu sur l'approche du projet	7
4.1.3 Pertinence et réalisation des objectifs et résultats attendus du projet	8
4.1.4 Lien du projet avec les stratégies et plans d'actions nationaux	9
<b>4.2 Analyse de la mise en œuvre des activités</b>	<b>9</b>
4.2.1 Axe gestion des sites	10
4.2.2 Axe Institutionnalisation	12
4.2.3 Axe appui aux communes et Lobbying	14
4.2.4 Axes transversaux	15
<b>4.3 Principaux constats de la mission</b>	<b>15</b>
4.3.1 Par rapport à la stratégie de consolidation et capitalisation des acquis	15
4.3.2.1 Collaboration :	16
4.3.2.2. Approche du projet :	17
4.3.2.3. Renforcement des capacités et appropriation des actions par les partenaires	17
4.3.2.4. PAGCRSP et Décentralisation	17
4.3.2.5. Fonctionnement des SLG	17
4.3.2.6. Fonctionnement des CCD	18
4.3.2.7. Valorisation de l'expérience	18
4.3.2.8. Documents de gestion des sites : contenu et mise en œuvre	18
<b>V. QUESTIONS EMERGENTES ET DISCUSSIONS SUR LES PERSPECTIVES POST PROJET</b>	<b>19</b>
<b>VI. CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE I : Termes de références de la mission</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE II : Le programme de la mission</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXE III : Liste des personnes rencontrées</b>	<b>29</b>
<b>ANNEXE IV : Liste des participants à l'atelier de restitution élargie</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE V : Liste des documents consultés</b>	<b>34</b>

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

**PAGCRSP** : Projet d'Appui à la Gestion Conjointe des Ressources Sylvo-Pastorales

**CRAC-GRN** : Cellule de Recherche Action Concertée en Gestion des Ressources Naturelles

**GRN** : Gestion des Ressources Naturelles

**SLG** : Structure Locale de Gestion des sites sylvo-pastoraux

**DANIDA** : Coopération Danoise

**CCD** : Cadre de Concertation Départemental

**SDR** : Stratégie de Développement Rural

**PAMT** : Plan d'Action à moyen Terme 2006-2011 en matière d'Environnement et de Lutte Contre la Désertification

**COFO** : Commission Foncière Départementale

## I. INTRODUCTION

### *Contexte de la mission*

La présente mission d'évaluation à mi-parcours intervient environ dix huit mois avant la fin du projet. Dans ce contexte et conformément aux TDR, la mission avait pour mandat de réfléchir sur les aspects suivants :

- L'orientation globale du projet ;
- Ce qui reste à faire avant la fin de décembre 2007 et la stratégie de consolidation et capitalisation des acquis du projet
- Dégager des perspectives pour l'avenir du processus « post-PAGCRSP II » en tenant compte des questions émergentes.

Au regard de la nature du projet (projet processus), il ne s'agira dans le cadre du présent travail de procéder à une évaluation de type classique et exhaustive des activités du projet mais :

- De se faire une opinion sur le projet dans sa globalité et ses axes constitutifs,
- D'analyser le processus entamé afin d'identifier les questions permettant au projet de réfléchir d'avantage.

### *Objectifs de la mission*

Conformément aux Termes de référence, les objectifs et résultats attendus de cette mission sont les suivant :

- Faire un bilan de l'avancement du projet vers la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés, en ayant un aperçu global du projet et une appréciation objective de la pertinence du processus suivi;
- Porter, où c'est nécessaire, les éléments de réflexion permettant l'enrichissement et/ou la réorientation des interventions afin de bien consolider et capitaliser des acquis du projet avant la fin 2007 ;
- Evoquer des questions émergentes en tenant compte de l'évolution du contexte et des expériences/leçons à tirer du PAGCRSP I et II.

### *Résultats Attendus de la mission :*

Pour permettre l'atteinte des objectifs, les résultats attendus de la mission se résument comme suit :

- Une appréciation critique du projet par les personnes ressources externes basée sur/reflétant des perceptions d'un échantillon représentatif des acteurs/partenaires sur la pertinence du processus engagé ;
- Une appréciation claire du rôle que joue le PAGCRSP dans le mouvement d'ensemble vers la bonne gouvernance des ressources naturelles partagées dans le contexte de la décentralisation ;
- Une stratégie renforcée de consolidation/capitalisation des acquis du PAGCRSP II. ;
- La mise en relief des perspectives pour le processus de gestion conjointe des ressources sylvo-pastorales dans le Région de Zinder suite aux interventions de PAGCRSP I et II.
- Un rapport concis d'à peu près 20 pages qui traite des aspects évoqués ci-dessus.

### ***Composition de la mission***

La mission est composée de quatre personnes :

- deux consultants nationaux ;
- deux représentants des Ministères Techniques concernés par les actions du projet, notamment le Ministère des Ressources Animales et le Ministère de l'Hydraulique de l'Environnement et le de la Lutte Contre la Désertification.

## **II. METHODOLOGIE**

Pour mieux accomplir sa tâche, la mission a adopté la méthodologie suivante :

- **Recherche documentaire :** Au démarrage de la mission, le projet a mis à la disposition des consultants la documentation nécessaire. Ce travail de bibliographie a été complété par l'examen d'autres documents autres que ceux du projet.
- **Rencontres:** La mission a eu plusieurs rencontres avec l'équipe du projet et la CRAC/CGRN pour mieux comprendre et s'entendre sur l'esprit et le contenu des TDR de la mission. Aussi, dans le but de permettre à la mission de se familiariser davantage aux objectifs, approche, activités et philosophie du projet, une rencontre d'information à son intention a été organisée par le projet. Par ailleurs la mission a eu des rencontres avec les Directions Régionales partenaires du projet, notamment la Direction Régionale de l'Environnement et celle des Ressources Animales (des rencontres avec la Secrétaire Générale Adjointe du Gouvernorat et la Direction Régionale du Développement Communautaire étaient prévues mais réalisées du fait de contrainte de calendrier de la part de ces partenaires). Après cela, des visites ont été organisées sur le terrain, ce qui a permis à la mission de s'entretenir avec certains conseils municipaux, les SLG et les CCD et de visiter certaines réalisations faites par les populations au niveau des sites dans le cadre de leur restauration.
- **Restitutions :** Indépendamment des rencontres informelles pour compléments d'informations avec l'équipe du projet et CRAC/CGRN, la mission a fait deux restitutions : (i) une restitution restreinte à l'équipe du projet et la CRAC/CGRN , (ii) une restitution élargie ayant regroupé l'équipe du projet, la CRAC/CGRN, les représentants des SLG, des CCD, des Communes, des Services techniques , des Chefs Traditionnels et des Autorités administratives.
- **Rédaction du rapport :** Conformément aux TDR, la mission a produit un rapport qui pour l'essentiel retrace l'analyse de la problématique, du développement des activités pour une appréciation qualitative vers l'atteinte des objectifs et résultats du projet, les principales conclusions et recommandations de la mission

### III. BREVE PRESENTATION DU PROJET

Le Projet d'Appui à la Gestion Conjointe des Ressources Sylvo-Pastorales (PAGCRSP) est un projet de recherche-action qui travaille sur la problématique de Gestion durable et équitable des ressources naturelles sylvo-pastorales qui dans bien des cas sont des ressources partagées. Cette notion de ressources partagées traduit la diversité des usagers des celles-ci notamment les éleveurs, agriculteurs, pêcheurs, apiculteurs, artisans etc. Le défi pour le projet est : *Comment gérer paisiblement, durablement et équitablement ces ressources ?*

Le projet devait intervenir sur une période de sept ans de 2001- 2007. Cependant, les modalités de financement ont fait que le projet a connu deux phases mais consécutives 2001-2003 et 2004-2007. Le projet est financé par la Coopération Danoise à travers ADDR I pour la première phase et ADDR II pour la seconde phase.

La philosophie et l'approche du projet sont basées sur la responsabilisation effective des populations.

Le projet intervient dans les cinq départements de la région de Zinder à travers quatre axes qui sont : (i) Axe gestion des sites, (ii) Axe institutionnalisation, (iii) Axe appui aux communes et lobbying, (iv) Axes transversaux.

Le projet est exécuté par une équipe composée d'un Directeur et son adjoint, d'un administrateur comptable, de huit agents de terrain, et d'un personnel d'appui composé de cinq chauffeurs et de deux gardiens.

Le projet bénéficie de l'appui technique et méthodologique de la CRAC/CGRN qui est l'agence d'exécution..

Le projet a deux objectifs globaux, qui sont :

1. Renverser la tendance vers la pauvreté en contribuant à l'accomplissement d'une gestion décentralisée de ressources sylvo-pastorales communes dans les zones agro-pastorales.
2. Chercher les informations nécessaires pour l'élaboration d'une stratégie nationale pour la facilitation du processus vers la gestion décentralisée de ressources sylvo-pastorales communes.

L'objectif Spécifique est le suivant :

« Créer un environnement dans lequel la gestion conjointe des ressources sylvo-pastorales dans la zone agro-pastorale de Zinder a été entamée et institutionnalisée. »

**Les résultats attendus du projet sont :**

- **Résultat 1:** L'existence de 3 à 6 ressources sylvo-pastorales reconnus sur le plan foncier qui sont sous une gestion conjointe, décentralisée, représentative et durable.
- **Résultat 2:** 3 à 6 exemples concrets de la gestion locale de ressources sylvo-pastorales documentées en forme d'études de cas dont l'analyse permettra le lobbying et l'élaboration des éléments clés d'un guide stratégique pour la promotion de la gestion décentralisée de ressources sylvo-pastorales communes dans les zones agro-pastorales du Niger et ailleurs.
- **Résultat 3:** l'instauration et renforcement d'un cadre de concertation et de prise de décisions où les institutions/acteurs concernés, ayant perçu la nécessité de l'institutionnalisation, vont ensemble définir des modalités et principes de sa mise en œuvre pratique et les appliquer sur le terrain dans la région de Zinder.

## IV. RESULTATS DE LA MISSION

### 4.1 Analyse de l'orientation globale du projet

#### 4.1.1 La problématique sur laquelle travaille le projet

Le projet travaille sur la gestion décentralisée des ressources sylvo-pastorales dans la région de Zinder, problématique essentielle pour les opérateurs ruraux. En effet, l'économie rurale est basée en grande partie sur l'exploitation des ressources naturelles. Celles-ci sont en prise entre les aléas climatiques (qui ne sont plus favorables) et une forte pression résultant de la recherche de satisfaction des besoins d'une population toujours croissante. Parmi les ressources les plus menacées, figurent les aires sylvo-pastorales qui disparaissent progressivement, soumises à une forte pression agricole. La préservation et la gestion des ces ressources partagées, quoi que complexe, devient alors nécessaire.

C'est pourquoi, suite à l'expérience développée dans le cadre de la mise en place d'un système durable de la gestion de la forêt classée de Takiéta, les acteurs locaux, en rapport avec les structures déconcentrées de l'état, notamment le service de l'Environnement, ont souhaité un appui pour la préservation et la gestion décentralisée des ressources sylvo-pastorales partagées de Zinder. Le PAGCRSP est intervenu en réponse à cette demande pour aider à comprendre, à définir et à mettre en œuvre une stratégie durable et équitable pour l'accès à ces ressources. *La mission a pu constater que cette problématique est non seulement bien comprise, mais qu'elle reste encore d'actualité pour tous les acteurs.*

#### 4.1.2 Aperçu sur l'approche du projet

Le PAGCRSP est un projet de RECHERCHE-ACTION qui se met en œuvre selon une approche basée sur le principe fondamental que les populations locales demeurent les premiers responsables/acteurs dans le processus de gestion des ressources dont elles dépendent. Ainsi, l'équipe du projet et la Cellule de Recherche Action Concertée en Gestion des Ressources Naturelles (CRAC-GRN) assurent la facilitation du processus, en accompagnant des dynamiques internes autonomes (ils ne sont pas le moteur du processus). En tant qu'approche processus, elle met plus l'accent sur le renforcement/développement des capacités locales et sur les aspects sociaux organisationnels et non sur la réalisation précipitée d'investissements physiques.

Cette approche peut être caricaturée comme suit : *Comprenons et Analysons ensemble les difficultés liées à la GRN, définissons les solutions, mettons –les en œuvre et évaluons leurs résultats ensemble.....*

Cette approche a permis au projet de pouvoir intégrer tous les acteurs dans le processus, y compris les éleveurs transhumants, subjectivement considérés comme difficiles d'intégration (pour des raisons de mobilité semble t-il) par beaucoup d'intervenants. *La mission note que le projet a su créer des conditions garantissant la représentation et la participation au processus de ces éleveurs transhumants, qui sont alors considérés comme acteurs à part entière.*

Cependant, la mission constate qu'il y a besoin à ce que le projet, dans sa stratégie d'inclusion des communautés pastorales, réfléchisse davantage pour l'amélioration du mécanisme de partage d'informations et de prise de décisions entre les éleveurs transhumants et leurs représentants au sein des SLG. Il s'agira, à travers cette amélioration, de voir comment rendre possible un mécanisme qui puisse permettre la circulation rapide des informations

entre ces acteurs (les entretiens avec les SLG ont fait ressortir que souvent, la communication d'informations aux transhumants par leurs représentants prend du temps).

Il ressort que l'approche du projet répond globalement aux exigences d'un mécanisme de dialogue horizontal (non directif) entre différents acteurs (y compris le projet). Du reste, l'approche permet une liberté d'initiatives et d'exécution des actions utiles pour la gestion durable des ressources naturelles par les populations locales. Cela s'illustre entre autres, par l'initiation et la réalisation d'actions de restauration de l'environnement par les SLG au niveau des quatre sites.

#### **4.1.3 Pertinence et réalisation des objectifs et résultats attendus du projet**

Le rapport de la revue annuelle 2005 de DANIDA rappelait à juste titre que....le PAGCRSP représente une intervention focalisée sur un sujet très important pour le Niger et la sous région ..... Cette appréciation, du reste partagée par la mission, confirme la pertinence des objectifs poursuivis par le projet.

L'analyse de la tendance actuelle du projet permet d'espérer que globalement, ces objectifs pourraient être atteints. En effet le premier objectif global qui est << **Renverser la tendance vers la pauvreté en contribuant à l'accomplissement d'une gestion décentralisée de ressources sylvo-pastorales communes dans les zones agro-pastorales**>> se traduira à long terme par les bénéfices que les opérateurs ruraux tireront d'une exploitation durable et équitable de ces ressources. Ces bénéfices sont autant en terme de création de richesses (emplois ruraux et revenus) qu'en terme d'atténuation des conflits liés à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles (il est de coutume de dire que la santé tout comme la paix n'ont pas de prix).

Le second objectif global du projet qui est <<**Chercher les informations nécessaires pour l'élaboration d'une stratégie nationale pour la facilitation du processus vers la gestion décentralisée de ressources sylvo-pastorales communes**>> pourrait être atteint dans un proche avenir. En effet, d'importantes notes de capitalisation sont élaborées et/ou en cours d'élaboration au niveau du projet. Ces notes constituent une gamme d'informations utiles, basées sur une expérience vécue et suivie durant 7 ans. Leur large diffusion contribuera à influencer probablement les choix des politiques nationales en matière de la GRN.

Par ailleurs la mission constate que d'important progrès sont effectivement réalisés vers l'atteinte des résultats.

Ainsi, concernant le premier résultat qui est << **L'existence de 3 à 6 ressources sylvo-pastorales reconnus sur le plan foncier qui sont sous une gestion conjointe, décentralisée, représentative et durable**>>, les progrès se traduisent par l'existence de :

- quatre sites sylvo-pastoraux sélectionnés suite à un large processus d'information et de concertation, délimités de manière participative et dont le processus de sécurisation et de gestion suit son cours normal.
- quatre structures locales de gestion de type « association » constituées et formées ; le processus de reconnaissance juridique de celles-ci est bien avancé ;
- des textes régissant le fonctionnement des structures (statut, règlement intérieur) ainsi que des documents de gestion des sites sont élaborés par les populations elles mêmes.

*Toutefois, la mission relève que le processus d'obtention des concessions rurales qui est un élément important de sécurisation des sites et de responsabilisation des populations pour la gestion des sites est actuellement en veilleuse du fait de certaines imprécisions du cadre juridique (le transfert des domaines de l'Etat aux collectivités territoriales n'est pas encore effectif). Il s'agit là malheureusement d'une question hors du contrôle du projet.*

En ce qui concerne le second résultat qui est << **3 à 6 exemples concrets de la gestion locale de ressources sylvo-pastorales documentés en forme d'études de cas dont l'analyse permettra le lobbying et l'élaboration des éléments clés d'un guide stratégique pour la promotion de la gestion décentralisée de ressources sylvo-pastorales communes dans les zones agro-pastorales du Niger et ailleurs.**>>, la mission constate que d'importants progrès sont réalisés, illustrés par les notes de capitalisations élaborées ou en cours d'élaboration.

Pour le résultat trois qui est << **l'instauration et renforcement d'un cadre de concertation et prise de décisions où les institutions/acteurs concernés, ayant perçu la nécessité de l'institutionnalisation, vont ensemble définir des modalités et principes de sa mise en œuvre pratique et les appliquer sur le terrain dans la région de Zinder**>>, la mission remarque qu'il est véritablement en chantier avec la mise en place en 2005 des Cadres de Concertations Départementaux (CCD) pour conduire des réflexions et échanges sur la gestion des ressources naturelles partagées. *Pour la mission, le choix du niveau départemental pour ces cadres est pertinent car très souvent, les ressources naturelles partagées se trouvent à cheval entre deux ou plusieurs communes (le département doit être alors le niveau regardant).* Pour preuve, rien que sur les quatre des sites sur lesquels travaille le projet, deux se trouvent à cheval sur deux communes (*Meiremi est à cheval entre les communes de Tirmini et Drumdans le département de Mirriah , Kup-kup entre les communes de Gangara et Olelewa, département de Tanout).*

#### **4.1.4 Lien du projet avec les stratégies et plans d'actions nationaux**

Au vu des objectifs et résultats attendus du projet, la mission constate que ces derniers sont conformes aux préoccupations nationales exprimées à travers notamment la Stratégie du Développement Rural (SDR) et le Plan d'Action à moyen Terme 2006-2011 en matière d'Environnement et de Lutte contre la Désertification (PAMT) .

En effet la mise en œuvre du projet contribuera à la réalisation des objectifs des programmes « Préservation de l'Environnement », « Aménagement Pastoral et Sécurisation des Systèmes Pastoraux », « Programme Restauration des Terres et Reboisement » de la SDR .

Aussi, le projet contribuera à la réalisation des sous-programmes suivants: « Appui à la Gouvernance Locale des Ressources Naturelles », « Restauration des Terres de Reboisement », « Aménagements Sylvo-pastoraux » du PAMT .

#### **4.2 Analyse de la mise en œuvre des activités**

Globalement, les activités du projet se déroulent normalement en cohérence avec l'approche, principes et objectifs du projet. L'analyse se fera par axe et mettra plus l'accent sur le processus ou mécanisme de réalisation de ces activités que sur les appréciations quantitatives.

### 4.2.1 Axe gestion des sites

Le projet travaille actuellement sur quatre sites sylvo-pastoraux dans deux départements et qui se répartissent dans cinq communes :

- site de Meiremi dans le département de Mirriah et à cheval entre les communes de Tirmini et Drum ;
- site de Moa situé dans la commune de Moa, département de Mirriah ;
- site de Maissalka situé dans la commune de Gangara, département de Tanout ;
- site de Kup-Kup dans le département de Tanout et à cheval entre les communes de Gangara et Olelewa

Ces sites ont été identifiés, sélectionnés et balisés depuis la première phase du projet (2001-2003) suite à un processus transparent marqué par les étapes suivantes : (i) campagne d'informations sur le projet, ses objectifs et ses principes ; (ii) réception de demandes formulées soit par la population, ou par le chef de canton ou de groupement ou par des associations pastorales ; (iii) vérification par le projet de l'existence du site et aussi de l'accord des acteurs ; (iv) mise en place par les autorités régionales compétentes d'un comité régional de sélection qui regroupait les services techniques, les chefs coutumiers, les représentants des associations d'éleveurs et le projet ; (v) restitution aux populations (celles ayant formulé et transmis des demandes) par le comité régional des résultats de ces travaux ayant consacré la sélection des sites.

Depuis 2004, le projet facilite le processus de mise en place d'un système adapté de gestion durable et équitable des sites par les acteurs concernés.

Dans ce cadre, d'importantes activités d'information, d'organisation, de concertation<sup>1</sup>, de formations, d'auto-analyse des diverses ressources des sites et des différents utilisateurs de celles-ci ont été développées avec la facilitation du projet. Tout ceci se met en œuvre dans un esprit d'apprentissage par l'action, tirant leçons à partir des expériences vécues (bonnes comme mauvaises).

Du démarrage du processus à ce jour, la série d'activités mises en œuvre par étapes, a permis d'aboutir notamment à :

- la délimitation et le balisage, de manière participative des sites. Cette activité a été conduite en séquences (délimitation, temps d'attente pour permettre l'enregistrement d'éventuelles revendications ou contestations, ensuite mise en place des balises) et a vu la participation de la COFO (structure en charge de la question), des chefs traditionnels, des propriétaires des champs riverains aux sites et de la population (y compris les éleveurs). Il s'agit alors d'un processus qui a pris le temps qu'il faut et qui a impliqué les acteurs qu'il faut, ce qui a porté du fruit car presque six ans après, les limites des sites n'ont pas connu de remise en cause;
- des structures locales de gestion regroupant tous les acteurs concernés au niveau de chaque site. Ces structures bénéficient de l'encadrement des services techniques de base. Suite à une série d'ateliers d'informations et de formation, les acteurs locaux ont eu l'occasion d'opérer un choix informé en ce qui concerne le statut à donner aux structures (statut d'association retenu). Chaque SLG est composée entre autres de : (i) deux délégués par village riverain au site (un homme et une femme), (ii) des

---

<sup>1</sup> Les contributions des éleveurs transhumants ont été discutées et arrêtées à la suite d'un forum au niveau de chaque auquel les représentants de ces derniers ont pris part.

- représentants des divers groupes socioprofessionnels<sup>2</sup> en présence, (iii) des représentants des éleveurs transhumants et éleveurs sédentaires ; (iv) des représentants des communes du ressort des sites pour ne citer que ceux-ci. Les services techniques de base des secteurs concernés prennent part aux réunions de ces SLG en tant que conseillers. *La mission estime que cette composition reflète bien les principes de responsabilisation, d'inclusion, de représentativité et d'équité.*
- l'élaboration et l'adoption du statut et des règlements intérieurs par et pour les SLG, précisant les modalités de leur fonctionnement;
  - l'établissement par les acteurs locaux, (avec le soutien des personnes ressources de l'association Koutayani en charge de la forêt classée de Takiéta) d'un recensement des différentes ressources de chaque site, ainsi que les divers usages et les groupes d'utilisateurs.
  - *La mission a bien apprécié la manière dont ces acteurs locaux perçoivent et comprennent les divers et multiples potentiels de leurs sites ;*
  - l'élaboration et l'adoption, sous l'égide des SLG, de documents de gestion pour chaque site. Il s'agit de documents simples, élaborés en langue locale (haoussa) et traduits en français (pour certains), qui retracent pour l'essentiel : (i) le potentiel de site ; (ii) les utilisateurs des ressources, (iii) la réglementation de l'exploitation de chaque ressource (en intégrant les importantes questions des droits et obligations des acteurs, la répartition des recettes) et (iv) les activités de restauration et préservation des ressources. *La mission reconnaît que ces documents de gestion intègrent l'ensemble des préoccupations des acteurs (riverains et non riverains tels que les éleveurs transhumants) en terme de droit d'accès aux ressources. De ces documents, qui définissent le cadrage stratégique de la gestion des sites, doivent découler des plans d'actions ou de travail annuels qui ressortiront la planification dans le temps et dans l'espace des actions envisagées ainsi qu'une évaluation financière y afférente ;*
  - le démarrage de la mise en œuvre par les populations, d'elles-mêmes, des actions de restauration au niveau des sites notamment par la confection des demies lunes, la production des plants et la réalisation des plantations. Au-delà de l'engagement des populations qui ont assuré, sans aucune forme de rémunération, les travaux physiques (confection des demies lunes et plantation), il a été relevé aussi la participation des communes (notamment celle de Termini pour le site de Meiremi et Moa pour le site de Moa) à travers respectivement la fourniture des plants et la mise à disposition de petit matériel. Cela traduit une véritable révolution des « mentalités » induite par la dynamique suscitée par le projet, dans un contexte caractérisé par une multiplicité de partenaires utilisant des approches avec « incitations » financières ou matérielles pour la réalisation des travaux de restauration de l'environnement. La mission note avec satisfaction la participation des femmes aux travaux de restauration et protection des sites (au même titre que les hommes, les femmes participent aux travaux de confection des demies lunes, à la mise en place des plants, au transport de l'eau et de nourriture sur les sites, etc).

Par ailleurs, le processus de reconnaissance juridique de ces associations est déjà enclenché avec le dépôt des dossiers auprès des autorités compétentes. Il semble que cette reconnaissance tarde à venir, ce qui laisse peu de possibilités d'actions pour les SLG pour l'instant. Cependant il y a lieu de préciser que l'exécution par les SLG de certaines activités telles que la surveillance des sites, ne devrait pas être liée à l'obtention d'agrément. En effet, selon les dispositions en vigueur, le récépissé délivré à la SLG au dépôt du dossier tient lieu d'autorisation d'exercice jusqu'aux dispositions contraires.

---

<sup>2</sup> Dans les groupes socioprofessionnels, on retrouve selon, des bûcherons, des apiculteurs, des pêcheurs, des artisans, etc.

### **Ce qu'il faut améliorer/renforcer:**

Le transfert de responsabilités et de pouvoirs de décision et de gestion aux acteurs locaux ne peut être efficace et bénéfique pour ces derniers que s'il est accompagné/précédé d'un réel transfert de capacités. Pour cela, le projet devrait s'assurer qu'avant la fin de cette phase, les SLG, en tant qu'élément central de mise en œuvre des documents de gestion des sites, ont acquis un niveau de fonctionnement démocratique relativement satisfaisant et la capacité de jouer leur rôle essentiel dans la mise en œuvre des activités identifiées dans ces documents. A cet effet, les aspects suivants devraient retenir l'attention du projet pour le reste du temps:

- la poursuite du renforcement des capacités des SLG et comités villageois à travers : (i) la facilitation de la tenue des réunions (AG) des SLG ; (ii) le parachèvement des formations thématiques identifiées ; (iii) des sessions de recyclage au besoin ;
- le soutien au parachèvement du processus de reconnaissance juridique des SLG (Agrément) ;
- la poursuite de lobbying pour accélérer l'élaboration et l'adoption des textes devant permettre l'obtention des concessions rurales.
- la poursuite des activités spécifiques d'inclusion des communautés pastorales, notamment ;
- des réflexion sur la mise en place d'un cadre d'échanges entre les SLG ;

Mais tout cela ne devrait pas se faire en dehors de l'esprit de la stratégie de retrait adopté déjà par le projet.

### **4.2.2 Axe Institutionnalisation**

Cet axe qui porte sur la facilitation d'une « dynamique de concertation sur la gestion des ressources naturelles communes à travers les Cadres de Concertation Départementaux (CCD) au niveau des 5 Départements de la Région » est relativement nouveau (intervenu durant la seconde phase 2004-2007). Pour l'instant il se traduit par la mise en place de cinq CCD, mais aussi la réalisation de plusieurs notes de capitalisation.

La mise en place de ces CCD, intervenue en 2005, a été précédée par plusieurs activités d'informations et de concertation à travers des rencontres et ateliers organisés au niveau de chacun des cinq départements de la région. Ce large processus de discussions/concertation a permis la participation et l'intégration de tous les acteurs concernés, notamment : les représentants des associations et structures locales, les représentants des éleveurs transhumants et non transhumants, les conseils municipaux, les autorités administratives, coutumières et religieuses, la société civile opérant dans le département et les services techniques départements et locaux concernés par la question de gestion des ressources naturelles partagées. *De part cette composition, la mission relève qu'il s'agit là d'une opportunité réelle pour mettre ensemble les acteurs « forts » et « faibles » en vue de discuter autour de la problématique de la gestion des ressources naturelles partagées. Mais la mission attire l'attention du projet et de tous les membres des CCD sur le danger que la présence de ces acteurs dits « faibles », notamment les représentants des éleveurs et des structures locales ne soit que protocolaire (il ne faut pas que les réunions des CCD soient juste des occasion pour certains acteurs forts de faire entériner des décisions prises en dehors des autres).*

Chaque CCD a fait l'objet de formalisation au moyen d'un acte administratif pris par l'autorité départementale compétente (préfet). Cela traduirait aussi l'engagement et l'adhésion des autorités administratives départementales aux principes de gestion concertée des ressources partagées.

Aussi, chaque CCD dispose de son règlement intérieur (dont la maîtrise par les membres n'est pas encore évidente dans certains cas).

Par ailleurs, chaque CCD s'est doté d'un plan de travail. En général, la mission constate que pour l'essentiel, les plans annuels de travail des CCD s'articulent autour des aspects suivants : (i) information sensibilisation ; (ii) identification et analyse des ressources naturelles communes à travers leur inventaire, l'analyse des types de conflits qu s'y rattachent et l'analyse des diverses pratiques des acteurs en matière de gestion de ces ressources; (iii) élaboration des dossiers de projets ; (iv) la communication et le renforcement des capacités en général.

Cependant, la mission a constaté que l'organisation des assemblées générales statutaires (c'est-à-dire celles prévues dans les règlements intérieurs) des CCD n'est pas planifiée dans les plans annuels de travail. Pourtant, la tenue régulière de ces réunions est essentielle pour garantir la fonctionnalité de ces cadres.

Mais de manière générale, il ressort que la mise en place des CCD suscite beaucoup d'espoir et d'enthousiasme de la part des acteurs bien qu'ils ne manquent pas de s'interroger sur la fonctionnalité et la durabilité de ces cadres au regard de sa taille qui induit de lourdes charges pour la tenue de sessions. A titre illustratif, la mission a été informée de l'initiative prise par les membres du CCD de Magaria qui consiste à opérer un prélèvement de 1000 Fcfa par membre sur leur per diem (offert par le projet au cours des ateliers) pour constituer un fonds de fonctionnement de leur CCD. *Certes, la mission considère cela comme un indicateur d'engagement des acteurs au processus, mais fait remarquer le caractère non durable d'une telle stratégie.*

Aussi, après avoir suivi une séquence de l'AG du CCD de Gouré, la mission s'est rendue davantage compte que ces CCD représentent réellement des espaces de discussion, d'échanges et de recherche d'une meilleure synergie entre les acteurs, et aussi d'établissement de consensus autour des concepts et des questions clés relativement à ces ressources;

Par ailleurs, à la lumière des différents entretiens, il semble que des efforts restent à faire de part et d'autre en matière d'échanges (entre le projet et certains bureaux exécutifs des CCD). . *Sur tout un autre plan, l'ensemble des acteurs doivent veiller à ce que le caractère complémentaire des CCD ne laisse la place aux conflits de compétences entre les structures et institutions membres des CCD. Pour cela, il est fondamental de ne pas commettre l'erreur de transformer les comités exécutifs des CCD en structures d'exécution d'actions sectorielles et physiques relevant des services. La mission a pu relever que cela n'est pas perdu de vue par l'équipe de facilitation et les Directions Régionales concernées.*

#### **Ce qu'il faut améliorer/renforcer:**

- Capitaliser et diffuser les résultats des inventaires communaux et départementaux (ça permettra aux CCD d'affirmer aux yeux des partenaires leur importance) ;
- Réfléchir davantage sur le financement du fonctionnement des CCD ;

- Conduire des réflexions sur la pertinence de la mise en place des cadres de concertation au niveau des communes<sup>3</sup>

### 4.2.3 Axe appui aux communes et Lobbying

Cet axe se situe dans le cadre de renforcement des capacités et témoigne du souci du projet d'intégrer tous les acteurs dans le processus de la GRN. Il est largement justifié que les communes qui ont l'obligation et la responsabilité de bien gérer leurs ressources soient au premier plan du processus. Toutefois, il est fondamental de veiller aux respects des rôles et compétences des différents acteurs pour éviter que les rapports entre les SLG et les conseils communaux ne soient conflictuels (surtout quand les sites commenceront à générer des ressources).

La mission constate que cet axe, bien qu'ayant démarré pas très longtemps, les activités se poursuivent normalement et les communes ont bien perçu la pertinence et la démarche du projet. Cela explique la bonne disposition d'esprit que les communes ont à appuyer les SLG. En effet le projet appui huit communes réparties sur les cinq départements de la région de Zinder. *La mission a bien apprécié les critères ayant conduit à la sélection (choix) de ces huit communes. La mission apprécie positivement la démarche ayant conduit à l'identification concertée des axes de partenariat entre le projet et les communes. En effet, ces axes ont découlé d'une part, des préoccupations des communes, et d'autre part, des objectifs et approche du projet (une sorte de croisement entre besoins des communes et philosophie du projet). Ces axes de partenariat, centrés autour des aspects de renforcement de capacité des maires et conseillers, sont en phase avec la philosophie du projet.*

L'autre aspect important de cet axe est le Lobbying. La stratégie de lobbying adoptée par le projet a consisté à cibler trois niveaux d'actions : niveau national, niveau régional et niveau départemental. Ce choix stratifié permet de couvrir le maximum d'acteurs stratégiques. Cependant, la mission suggère au projet d'étendre les actions en direction des Partenaires Techniques et Financiers.

Après analyse des outils de lobbying identifié par le projet, la mission suggère que l'accent soit plus sur la production et diffusion des cassettes audio et vidéo (sur les chaînes et privées) qui présente l'avantage de toucher un plus grand public.

Dores et déjà, le lobbying a commencé à donner des résultats satisfaisants au vu de la participation des maires et conseillers aux activités des SLG. C'est aussi le cas d'adhésion des autorités administratives départementales, qui ne posent aucun blocage au processus (les actes de mise en place des CCD, le traitement des dossiers d'agrément des SLG<sup>4</sup>, Présidence des sessions des CCD....).

---

<sup>3</sup> La question a été soulevée de façon récurrente par certains acteurs, y compris au cours de la réunion de restitution élargie.

<sup>4</sup> La mission a relevé que ce traitement diffère selon les départements. Par exemple, pour le département de tanout, le dossier de demande d'agrément a été examiné et transmis par la préfecture au Ministère compétent pour suite à donner conformément aux textes en vigueur ; alors qu'à Mirriah, le préfet, après examen des dossiers, a délivré l'agrément sous le régime des coopératives, alors qu'il s'agit des associations

### **Ce qu'il faut améliorer/renforcer:**

- Poursuite des actions de renforcement des capacités des élus locaux (par exemple dans les domaines de la bonne gouvernance, de la connaissance et la maîtrise des textes liés à la GRN, etc.) ;
- Production et diffusion de films documentaires sur le processus et particulièrement sur les expériences de gestion des sites ;

#### **4.2.4 Axes transversaux**

Cet axe a permis le développement des activités relatives au renforcement des capacités des acteurs à travers des ateliers et sessions de formations, à la communication horizontale entre acteurs. Ces activités ont contribué au développement de la culture d'apprentissage par l'action. A Kup Kup par exemple, un membre de la SLG disait : « C'est nous qui avons élaboré notre document de gestion ; donc nous avons la latitude de le changer au besoin ».

### **4.3 Principaux constats de la mission**

#### **4.3.1 Par rapport à la stratégie de consolidation et capitalisation des acquis**

La stratégie de capitalisation adoptée par le projet s'articule autour de :

- la capitalisation continue (rapports de missions, de réunions et d'activités) ;
- la capitalisation ponctuelle : production de notes de capitalisation. Quatre catégories de notes sont élaborées (pour certaines), en élaboration pour d'autres et en réflexion pour certaines (note processus, notes sites, notes CCD, notes aspects transversaux.). La mission note que chaque site a fait l'objet d'une note de capitalisation qui retrace le chemin parcouru jusqu'au plan de gestion.

La formule de capitalisation continue offre l'occasion d'être sûr qu'aucun fait important lié au processus n'échappe à la capitalisation. Mais le nombre de notes de capitalisation envisagées paraît énorme, au regard des ressources humaines disponibles au niveau du projet et de la CRAC/GRN. Pour cela, il serait judicieux pour le projet de réfléchir sur la possibilité de mettre à profit certaines personnes ressources des CCD pour leur contribution à ce processus de capitalisation concernant ces cadres.

La mission relève que l'ensemble des axes du projet font l'objet de ces notes de capitalisation et confirme la richesse et la qualité des informations contenues dans les différentes notes. Toutefois, des aspects non moins importants sont souvent occultés. Par exemple, en ce qui concerne les notes de capitalisation sur les sites, il ressort que les aspects liés aux difficultés « vécues » ou rencontrées dans la conduite du processus au niveau de chaque site sont dans certains cas insuffisamment abordés ou développés.

Par ailleurs, le processus d'auto-analyse des ressources par les acteurs locaux, très important, semble dilué dans les notes, particulièrement les notes relatives aux études des cas. La mission pense que l'élaboration d'une note de capitalisation spécifique à cet aspect serait tout à fait justifiée et permettra au projet de capitaliser tous les détails d'un tel exercice. La façon dont le projet, en tant que projet processus, contribue ou contribuera à la réduction de la pauvreté devrait aussi être considérée dans l'exercice de capitalisation (une note de capitalisation spécifique peut être élaborée dans ce sens).

La mission suggère également au projet, une fois les notes finalisées, de procéder à l'édition d'un « recueil de notes de capitalisation du PAGCRSP », pour offrir aux acteurs et partenaires le paquet de toute l'expérience du projet (une sorte de KIT PAGCRSP).

La mission attire l'attention du projet sur la nécessité de faire une large diffusion (mais surtout orientée vers les niveaux et centres d'actions ciblés dans le schéma du lobbying) des notes de capitalisation élaborées notamment celles relatives au processus d'identification et sélection des sites et le processus de conception et montage du projet.

### **4.3.2 Autres constats :**

#### **4.3.2.1 Collaboration :**

A l'unanimité, les acteurs rencontrés, ont reconnu qu'ils participent aux activités du projet. Les partenaires, notamment les services techniques à tous les niveaux reconnaissent les efforts déployés par le projet en matière de collaboration. Les différents services techniques participent aux activités du projet selon leurs domaines d'influence et de compétence. Cette participation s'effectue à travers : (i) pour les services techniques de base, la participation à toutes les rencontres de concertation et l'encadrement rapproché qu'ils apportent aux SLG ; néanmoins, la mission a relevé une insuffisance de suivi (par ces services techniques de base) de certaines actions activités<sup>5</sup> ; (ii) pour les services départementaux, ils sont les animateurs des CCD ; (iii) quant aux directions régionales partenaires du projet, sous la conduite de la Secrétaire Générale adjointe du gouvernement, elles effectuent souvent des missions de suivi sur le terrain. Ces missions conjointes sont dans certains cas suivies d'un atelier de restitution à chaud, ce qui permet l'approfondissement des échanges et de réflexions. Il reste que ces missions devraient être sanctionnées par des rapport écrits, ce qui, pourrait alimenter l'exercice de capitalisation. Aussi, la mobilisation des responsables régionaux est souvent difficile (dans certains cas, cela ne traduit pas un désintéressement vis-à-vis des activités du projet, mais serait lié aux difficultés et contraintes de calendrier), ce qui limite le nombre de ces missions d'appui. (un des responsables régionaux disait que « nous sommes tellement occupés qu'il est nécessaire que le projet nous rappelle de temps en temps »).

La mission pense que devant cette difficulté de mobilisation, la réactivation des rencontres trimestrielles prévues entre les directions régionales concernées et le projet pourrait être utile.

Les autorités administratives, municipales et coutumières aussi sont régulièrement informées des activités du projet. Quant aux autres partenaires (projets et ONG intervenant dans la zone), la collaboration est surtout assurée dans le cadre des activités du groupe informel «GRN/Elevage». La mission a été informée que le PAGCRSP est membre actif du Cadre de Concertation et de Dialogue pour l'Harmonisation des Stratégies d'intervention des projets au niveau régional.

---

<sup>5</sup> C'est notamment de la réalisation des demies lunes et la production des plants au niveau du site de Kup Kup (démarré avant les autres), malgré la disponibilité du projet à appuyer le service de l'environnement de Bakin Birdji aussi bien que les autres sites dans ce sens. Cette disponibilité est traduite par la possibilité exprimée verbalement par le projet d'un appui en cas de demande par le service conseiller ,sur la base d'un programme de suivi de ces activités, mais demande apparemment non formulée.

#### **4.3.2.2. Approche du projet :**

La mission a observé l'adhésion des acteurs à l'approche du processus. Les principes de responsabilisation des acteurs, des débats informés et de transparence sont bien cultivés par le projet et acceptés par les acteurs. Toutefois, certains partenaires attirent l'attention sur la lenteur du processus, ce qui pourrait selon eux affecter l'enthousiasme des populations. *A ce sujet, la mission estime qu'il s'agit là d'une contrainte inhérente à la démarche que l'ensemble des acteurs ont accepté pour la conduite du processus.*

#### **4.3.2.3. Renforcement des capacités et appropriation des actions par les partenaires**

Le projet réalise un important travail de renforcement des capacités de ces partenaires dans leur globalité (populations locales, services techniques, autorités). Cela est essentiel pour l'appropriation des actions et de l'approche par les partenaires. Il semble que malgré la forte adhésion à la démarche, son appropriation reste encore à rechercher. Néanmoins, la définition de certains principes de travail par les membres des CCD (tels que les principes de représentation équitable des acteurs, collégialité des décisions, valorisation des savoirs locaux..) peut être perçue comme un « chemin » vers cette appropriation.

#### **4.3.2.4. PAGCRSP et Décentralisation**

De part ses objectifs (gestion conjointe décentralisée), son approche et ses principes (responsabilisation des acteurs locaux, facilitation de la concertation entre acteurs locaux), le projet s'intègre parfaitement dans le processus et schéma de la décentralisation. L'intégration (bien que récente) de l'axe appui aux communes par le projet vient solidifier cela. Les conseils municipaux apportent un appui aux SLG à travers la participation d'un conseiller aux assises. Comme déjà notifié, certaines communes ont même commencé à apporter un appui matériel aux SLG dans le cadre des travaux de restauration des sites. *Cependant, cet appui tant souhaité ne doit pas être l'occasion pour les conseils d'avoir une main mise sur l'autonomie de fonctionnement des SLG.*

Au-delà de la question de la décentralisation, à travers la dynamique locale qu'il facilite au niveau des sites sous gestion et la facilitation des débats et de la concertation à travers les CCD, le projet œuvre indiscutablement à la promotion de la gouvernance locale des ressources naturelles, offrant des leçons et informations utiles au niveau national et même au-delà (en témoignent les visites que le projet reçoit).

#### **4.3.2.5. Fonctionnement des SLG**

Trois sites (Moa, Kup Kup et Meiremi) sur quatre ont été visités par la mission. Globalement, la composition des SLG reflète la diversité d'acteurs (y compris les transhumants et les femmes) en jeu. Les membres de ces SLG affichent un engouement certain pour la mise en œuvre de leur document de gestion. Cependant, des efforts restent à faire par endroit, notamment à Kup Kup, en matière de maîtrise des règlements intérieurs et des documents de gestion. Cela est du reste compréhensible quand on sait que certaines formations comme celle sur la vie associative ne sont pas encore faites ou sont en cours d'exécution sur certains sites.

Le plus important est que les acteurs locaux gardent à l'esprit la nécessité d'assurer un fonctionnement démocratique de leurs structures. La dynamique au niveau des sites est aussi un facteur de renforcement de la cohésion sociale.

« le projet nous a permis de nous accepter et tolérer nos différences....maintenant nous nous réunissons et discutons de l'avenir de notre ressource» disait un délégué à Meiremi

#### **4.3.2.6. Fonctionnement des CCD**

Une comparaison de niveau de fonctionnement des CCD est difficile et peut être même inopportune. Mais de manière globale, il ressort quelques difficultés de fonctionnement de ces cadres (irrégularité des réunions des comités exécutifs par exemple). Ces cadres, relativement jeunes, sont également insuffisamment connus de certains partenaires et ont tendance pour l'instant à rechercher des appuis qu'au niveau du seul PAGCRSP.

Par ailleurs, au vu de la composition large de ces CCD, la question de financement de leurs activités, particulièrement la tenue des AG, reste une préoccupation. Ainsi, la mission estime que des réflexions en matière doivent se poursuivre.

#### **4.3.2.7. Valorisation de l'expérience**

L'institutionnalisation, telle que souhaitée par le projet, passe par la valorisation des expériences vécues, les transformant en nouvelles normes de travail. Les CCD, au regard de leurs missions et attributions ainsi que de leur composition, représentent des outils potentiels pour cela. La mission a pu relever, à travers l'analyse des plans de travail de certains CCD, que l'extension de l'expérience en cours à d'autres sites est bien en vue. La mise à disposition des notes d'études de cas sur les sites sera certainement d'un apport très important pour la valorisation et l'appropriation de l'expérience par un plus grand nombre d'acteurs. Aussi, la mission a été informée que certains partenaires comme le Projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux et le Programme d'Actions Communautaires (Unité de Gouré) attendent les résultats des travaux d'inventaire des ressources naturelles partagées réalisées par les CCD pour les utiliser dans le cadre de la mise en œuvre de leurs activités.

#### **4.3.2.8. Documents de gestion des sites : contenu et mise en œuvre**

Le processus d'élaboration et d'adoption des documents de gestion des sites a été participatif et surtout transparent. Les documents de gestion prennent en compte toutes les potentialités des sites, tous les usages possibles et tous les groupes d'usagers. Cela est à la fois salubre et encourageant. *Le principal défi demeure la mise en œuvre de certaines actions. En effet, au regard du niveau de dégradation des sites, d'importants efforts de restauration sont requis, ce qui pourrait nécessiter un appui supplémentaire aux SLG.* En tous cas, à KUP KUP, les membres de la SLG n'ont pas caché leur souhait d'être soutenu, malgré leur volonté à prendre en charge eux-mêmes la restauration de leur site.

## V. QUESTIONS EMERGENTES ET DISCUSSIONS SUR LES PERSPECTIVES POST PROJET

La question de gestion concertée des ressources naturelles partagées reste encore d'avènement relativement récent. Sa complexité commande certainement qu'on s'y penche davantage. Cela devra se faire en considérant les nouveaux défis suivants :

- la question de modalités de transfert des ressources inter-communales, inter-départementales et même inter-régionales ;
- l'élaboration des Schéma d'Aménagement Foncier avec bientôt la mise en place des Secrétariats Permanents Régionaux du Code Rural ;
- les rôles des conseils municipaux et leurs relations avec les autres acteurs
- les dispositions de la loi forestière relativement à la question de validation officielle des plans d'aménagements avant leur mise en œuvre.
- Le processus en cours, d'élaboration du Code Pastoral ;
- la connaissance des textes législatifs et réglementaires de la GRN par les acteurs locaux (en effet,

Par ailleurs, malgré l'optimisme affiché dans la mise en œuvre du projet, il n'en demeure pas moins que la jeunesse et l'immaturation des cadres de concertation départementaux et la nouveauté de l'axe appui aux communes sont autant des réalités à considérer dans l'identification de perspectives post PAGCRSP II.

La vulgarisation des leçons apprises à partir des quatre sites pilotes sur lesquels travaille actuellement le projet au profit des autres sites<sup>6</sup> non couverts reste un défi (et une préoccupation) en terme de perspectives.

En outre, l'institutionnalisation de la Gestion des Ressources Naturelles Partagées restera tout de même un objectif à poursuivre après 2007.

## VI . CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

La persistance des pressions sur les ressources sylvo-pastorales (transformation des espaces pastoraux en terres de cultures) au niveau de la région de Zinder est encore réelle. La problématique de sécurisation et de gestion de ces ressources est donc toujours d'actualité.

Aussi, les rencontres avec les partenaires du projet ont fait ressortir la pertinence (reconnue par tous) du projet dans ces principes ses objectifs et sa démarche. A cela s'ajoutent l'adhésion et l'engouement des acteurs, particulièrement ceux à la base, aux objectifs et activités du projet, bien perçu comme une initiative qui à terme devra favoriser la réhabilitation des sites et leur utilisation/valorisation équitable et durable. D'autre part, la facilitation d'un processus incluant tous les acteurs, la responsabilisation des acteurs à la base, la culture du principe d'apprentissage par l'action, la promotion de débats informés et des échanges/concertations entre les acteurs sont autant d'éléments encourageants ressortis du présent travail.

Partant de ce fait, la mise en œuvre du projet a permis des avancées significatives dans ce sens au regard des résultats déjà acquis et ceux espérés d'ici la fin du projet. Les principaux résultats peuvent être résumés comme suit :

- *Des progrès vers la réalisation de l'objectif de sécurisation des quatre sites* : (i) renforcement de la prise de conscience et de l'engagement par les divers acteurs locaux autour de la question de la préservation du site ; (ii) des capacités locales en

---

<sup>6</sup> Au démarrage, le projet avait reçu des demandes d'intervention sur 23 sites

- renforcement/construction (ii) les limites des sites stabilisés et apparemment à l'abri des défrichement<sup>7</sup> ; (iii) des acteurs à intérêts souvent divergents se retrouvent, se concertent et prennent des décisions ensemble (la divergence d'intérêts laissant progressivement place à une vision commune et à une tendance vers l'intégration des usages et surtout une certaine équité dans l'accès aux ressources) ; (iv) des structures de gestion des sites (SLG) bien en place regroupant tous les acteurs (y compris les groupes souvent marginalisés tels que les éleveurs transhumants). Mais ces acquis demeurent à parachever et à consolider.
- *Des gros efforts en cours en matière de capitalisation et diffusion des acquis et expériences* : la production des notes de capitalisation est suffisamment avancée. Ces notes de capitalisation portent pratiquement sur tous les axes d'intervention du projet y compris le processus d'élaboration du document du projet.
  - Cinq CCD mis en place et qui regroupent l'ensemble des acteurs concernés par la question des ressources naturelles partagées. Mais la réalisation de l'objectif d'institutionnalisation tant souhaitée par les acteurs nécessitera probablement encore du temps et de nouveaux efforts ;
  - Un axe appui aux communes bien lancé avec la définition des domaines de partenariat entre le projet et les conseils dans la perspective de renforcement des capacités de ces derniers.

Au regard de tout ce qui précède, la mission émet les recommandations suivantes :

1. Considérant de la pertinence unanimement réaffirmée de la problématique de la gestion conjointe décentralisée des ressources naturelles partagées, et en tenant compte : (i) du chemin qui reste à parcourir pour aller vers une véritable appropriation des pratiques, (ii) de la pertinence et nouveauté de certains axes tels que « appui aux communes » et les « CCD » ;(iii) du nécessaire/accompagnement de la mise en œuvre des documents de gestion des sites ; (iv) notant que tout ce la ne serait objectivement réalisable en 18 mois restant du projet, la mission recommande la poursuite du processus à travers une nouvelle intervention centrée sur ces aspects.
2. Toutefois, en cas de sevrage complet par le projet des sites présentement sous gestion, la mission estime qu'un appui financier (sous forme de subvention ?) serait nécessaire aux SLG en vue de leur permettre de continuer à se concerter pour maintenir leur fonctionnement démocratique, le temps que les sites puissent générer des revenus conséquents (tout en gardant à l'esprit que les SLG, en tant qu'associations, ont une mission de développement et non lucrative).
3. Au vu de l'engagement des population pour la gestion de leurs sites, en tenant compte du niveau de dégradation des sites avancée, et tenant compte des moyens limités des populations, la mission recommande au projet, de poursuivre les efforts permettant aux populations d'accéder aux appuis des autres partenaires.
4. Dans le souci de durabilité, il est recommandé au projet d'assister les CCD pour mener des réflexions sur le financement de leurs activités et leur fonctionnement.

---

<sup>7</sup> Sur les 4 sites, un seul cas de défrichement a été enregistré au cours du processus depuis presque six ans, problème actuellement en cours de règlement au niveau de l'administration

## **ANNEXES**

## **ANNEXE I : Termes de références de la mission**

### **Introduction :**

Le PAGCRSP est un projet de recherche-action qui explore la thématique de la gestion conjointe des ressources sylvo-pastorales communes. C'est une intervention sur 7 ans en deux étapes : 2001-2003 et 2004-2007. En 2006 le projet se trouve à mi-parcours de sa deuxième étape. Etant donné qu'en plus de la poursuite de ses activités en cours, le PAGCRSP tend aussi vers une grande période de capitalisation des expériences en 2007, il a été prévu un « espace de réflexion » pendant le premier semestre de 2006. Cet « espace » a été planifié afin de permettre :

- Le bilan interne des expériences ;
- La revue globale des orientations stratégiques et des axes principaux du projet ;
- La préparation de la dernière partie de cette deuxième étape du projet afin de consolider les acquis, mieux assurer l'atteinte des objectifs et organiser un travail efficace de capitalisation de ce qui sera presque 7 ans d'expérience de gestion conjointe de ressources sylvo-pastorales communes.

Afin de faciliter ces réflexions stratégiques des appuis conceptuels/techniques au projet sont prévus à travers une évaluation externe.

### **Contexte et Justification:**

Le PAGCRSP suit un processus ouvert avec ses partenaires vers une meilleure gestion de ressources sylvo-pastorales communes en zone agro-pastorale. C'est une intervention qui se situe pleinement dans le contexte de la décentralisation, en ayant été conçu pour apporter un plus au processus de sa mise en œuvre pratique sur le terrain. Selon le PAGCRSP, la décentralisation est une opportunité non sans risque, pour la bonne gouvernance des ressources naturelles, en termes du degré de respect accordé aux principes de transparence, inclusion, et subsidiarité. C'est également un tournant en ce qui concerne les rôles et attributions des acteurs ruraux avec l'arrivée des nouveaux acteurs sur la scène, l'inclusion et la participation plus importante d'autres groupes sociaux. Par conséquent, l'originalité du projet est l'importance particulière qu'il accorde aux aspects socio organisationnels de la GRN décentralisée.

L'objectif du projet alors n'est pas tout simplement de « gérer pour gérer » ou mettre en place des infrastructures, ni de se contenter du nombre de sites gérés ou du nombre de cadres de concertation facilités. Il s'intéresse plutôt aux processus moins souvent étudiés, d'organisation sociale entreprise de multiples acteurs autour de la gestion des ressources communes et aux diverses leçons que les acteurs eux-mêmes, y compris le projet, pourront en tirer de l'expérience afin d'informer des interventions/initiatives semblables à l'avenir, localement et ailleurs.

C'est pour cette raison que dans le document du projet, un grand accent a été mis sur l'analyse critique et la capitalisation du « processus PAGCRSP » au fur et à mesure et à sa fin. Le deuxième objectif du projet<sup>8</sup> manifeste clairement cette intention étant axé sur la production

---

<sup>8</sup> Résultat 2 : « 3 à 6 exemples concrets de la gestion conjointe des ressources sylvo-pastorales documentées en forme d'études de cas, dont l'analyse permettra le lobbying et l'élaboration des éléments clés d'un guide stratégique pour la promotion de la gestion décentralisée des ressources Sylvo-pastorales dans les zones Agro-pastorales du Niger et ailleurs. »

des informations pratiques permettant aux uns et aux autres de mener un débat plus informé par la suite.

Les objectifs et les 4 grands axes d'intervention du projet sont présentés sommairement dans « La Carte d'Identité » du PAGCRSP, annexée aux présents termes de référence.

En bref il s'agit de :

**La Gestion des Sites Sylvo-Pastoraux:** La facilitation d'un processus de collaboration entre acteurs sur le terrain autour de la question de l'avenir de différents sites sylvo-pastoraux. Les « acteurs » sont les parties prenantes directement concernés (utilisateurs résidents et non résidents) et les personnes/institutions indirectement concernés mais qui influencent d'une manière ou d'une autre les décisions prises autour de la gestion des sites.

**Cadres de Concertation :** La facilitation de l'émergence des cadres ouverts d'échange et de réflexion permettant de réunir l'ensemble des décideurs/concernés/personnes ressources au niveau départemental dans un débat informé sur la GRN en général et de la question de l'avenir des ressources sylvo-pastorales communes en particulier. A travers ces cadres de concertation le projet cherche à promouvoir les mécanismes de dialogue et d'entente afin de créer des conditions socio-politico-reglementaires favorables à une gestion rationnelle au niveau de chaque département selon ses spécificités<sup>9</sup>. Ceci permettra, à la longue, de tirer les leçons et dégager des idées pour alimenter/ influencer le débats à des niveaux supérieurs.

**Lobbying :** « Le lobbying » dans le cadre du PAGCRSP comprend des processus permettant d'informer et influencer des politiques et pratiques en GRN des acteurs à tous les niveaux. Le PAGCRSP fait de ça :

*Un axe stratégique à part entière du projet :* et,

C'est la raison d'être et la somme de la capitalisation des expériences des sites, cadres de concertation et communes qui portera une contribution importante de lobbying auprès des décideurs à plusieurs niveaux dans le contexte de la décentralisation ;

*Une activité transversale :*

C'est à dire que pris individuellement, chaque axe du projet a son aspect 'lobbying' et ceci est complété, d'une façon stratégique, par les investissements<sup>10</sup> du projet dans le réseautage au niveau local, régional, national etc)

**Appui aux Communes :** Les activités spécifiques du PAGCRSP envers les communes dans cet axe tentent d'aller plus loin et plus profondément dans le fonctionnement de ces institutions que leur simple participation dans les CCD et au niveau des sites peut permettre. C'est un travail d'accompagnement qui vise uniquement le renforcement des capacités de ces institutions pour qu'elles soient fonctionnelles, ouvertes et informées : en leurs permettant d'abord une meilleure maîtrise de leurs rôles et responsabilités ainsi que la création d'une base solide pour la bonne gouvernance des ressources naturelles par la suite.

Pris dans leur ensemble, ces divers aspects se complètent et servent à créer petit à petit, à travers des questionnements et changements à chaque niveau, une « masse critique » plus

---

<sup>9</sup> Le fait que le PAGCRSP travaille à l'échelle départementale/régionale n'empêche pas qu'il fasse la promotion de la concertation à l'échelle communale et ailleurs où la volonté et l'intérêt existent.

<sup>10</sup> Ici il s'agit surtout des investissements humaines (temps et engagement morale) et conceptuelles.

informée au tour de la question de la gestion des ressources partagées aux niveaux local, communal, départemental, régional, national et même international.

### **Description de la tâche:**

La nature de l'approche « processus » suivi par le projet avec ses partenaires sur le terrain exige l'auto réglementation régulière de son orientation pour trois raisons principales :

- Il y a plusieurs axes complémentaires à coordonner ;
- L'approche méthodologique nous amène sur un terrain complexe (et pour la plupart, assez nouveau) de la facilitation des processus collaboratifs entre groupes d'intérêt multiples et divergente ;
- Il y a beaucoup de relations/sensibilités à gérer : Les réflexions à faciliter au niveau d'une mosaïque d'acteurs individuellement et ensemble tout en respectant leur autonomie exige des astuces et de la flexibilité.

Comme l'intervention tend vers sa fin, le projet et la CRAC-GRN veut profiter de l'opportunité accordée par l'évaluation à mi parcours pour réfléchir sur les aspects suivants:

- L'orientation globale du projet ;
- Ce qui reste à faire avant la fin de décembre 2007 ;
  - S'assurer d'une stratégie efficace de consolidation et capitalisation des acquis dans les mois qui restent. ;
- Dégager des perspectives pour l'avenir du processus « post-PAGCRSP II » en tenant compte des questions émergentes.

La période de bilan et orientation que l'équipe PAGCRSP/CRAC-GRN se propose doit permettre des réflexions stratégiques internes sur le chemin parcouru, les orientations stratégiques et les perspectives pour l'avenir. Afin d'alimenter ce processus important, on compte profiter de l'œil objectif de deux personnes ressources externes bien expérimentées et qualifiées dans le domaine de développement rural ; particulièrement le foncier rural et la gestion « participative » des ressources naturelles et qui sont également expérimentés et sensibles aux aspects socio organisationnels du contexte.

Le rôle de ces personnes ressources externes n'est pas de faire une évaluation classique exhaustive des activités du projet (qui d'ailleurs ne serait pas possible dans le délai) mais :

- De se faire une opinion sur le projet dans sa globalité et ses axes constitutifs,
- D'analyser le processus entamé afin d'identifier les questions permettant au projet de réfléchir d'avantage

### **Objectifs de l'Appui:**

Faire un bilan de l'avancement du projet vers la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés ; en ayant un aperçu global du projet et une appréciation objective de la pertinence du processus suivi;

Porter, où c'est nécessaire, les éléments de réflexion permettant l'enrichissement et/ou la réorientation des interventions afin de bien consolider et capitaliser des acquis du projet avant la fin 2007 ;

Evoquer des questions émergentes en tenant compte de l'évolution du contexte et des expériences/leçons à tirer du PAGCRSP I et II.

### **Résultats Attendus :**

Une appréciation critique du projet par les personnes ressources externes basée sur/reflétant des perceptions d'un échantillon représentatif des acteurs/partenaires sur la pertinence du processus engagé ;

Une appréciation claire du rôle que joue le PAGCRSP dans le mouvement d'ensemble vers la bonne gouvernance des ressources naturelles partagées dans le contexte de la décentralisation.

Une stratégie renforcée de consolidation/capitalisation des acquis du PAGCRSP II.

La mise en relief des perspectives pour le processus de gestion conjointe des ressources sylvo-pastorales dans le Région de Zinder suite aux interventions de PAGCRSP I et II.

Un rapport concis d'à peu près 20 pages qui traite des aspects évoqués ci-dessus.

### **Méthodologie :**

La démarche méthodologique exacte à adopter sera déterminée d'un commun accord avec les personnes ressources externes dans la phase préparatoire de la mission. Cependant, un processus par étape est prévisible à l'intérieur duquel, une gamme d'outils et méthodes pourrait être utilisée à la discrétion des personnes ressources externes.

Les étapes doivent prendre en compte le besoin des personnes ressources à se familiariser avec les grands axes et activités du PAGCRSP ; avoir les perceptions de l'équipe ; rencontrer/s'entretenir avec les acteurs sur le terrain afin de recueillir leurs impressions/perceptions; cerner les questions/préoccupations clefs ; promouvoir la réflexion/analyse/planning interne à l'équipe.

Etant donné les limites temporelles dans lesquelles l'évaluation doit avoir lieu ; le nombre des acteurs potentiellement concernés et la nécessité d'aller en profondeur dans les discussions, un échantillonnage des sites, CCDs, communes et acteurs s'impose. Dans ce sens, le fait de pouvoir s'organiser en deux équipes de deux personnes (la personne ressource externe plus un représentant des ministères partenaires) aidera dans la triangulation des informations.

Néanmoins, il serait important de ne pas vouloir trop généraliser à partir des expériences particulières d'un site, CCD ou Communes. C'est surtout l'appréciation des acteurs sur le terrain de l'utilité et l'efficacité du déroulement du processus pour eux, ainsi que l'appréciation des personnes ressources externes sur sa pertinence, qui doit primer.

#### **Etape préparatoire :**

- Lecture des documents clefs ;
- Finalisation de la méthodologie ;
- Réunions d'orientation et d'organisation entre des Personnes Ressources Externes (PREs) et l'Equipe PAGCRSP/CRAC.

#### **Etape Terrain/Rencontres avec les Acteurs :**

- Entretiens Terrain et Personnes ressources
- Organisation /synthèse journalière des idées/points clefs

### **Etape Restitution**

Restitution idées/points clefs à l'équipe PAGCRSP/CRAC-GRN  
Feedback/Discussion.

### **Etape capitalisation**

Rédaction du Rapport Provisoire  
Observations PAGCRSP/CRAC-GRN et DANIDA ??  
Production du Rapport Final

## **Proposition de Calendrier**

<b>Jour</b>	<b>Activité</b>
	Envoi des documents clefs supports
1	Jour de Voyage : Arrivée des Personnes Ressources Externes et et représentant des institutions de Tutelle
2	Introduction/Orientation et Finalisation de la Méthodologie
3	Exploitation du Documentation du Projet plus éclaircissements
4	Terrain : Sites (2) et Représentants des Communes
5	Terrain : CCDs (2) plus entretiens avec les acteurs régionaux
6	Terrain : Communes (2 ou regroupées ?) plus entretiens acteurs régionaux (suite...)
7	Synthèse des Idées et Restitution Aspects Clefs du Terrain
8	Discussion Aspects Clefs, Perspectives et Recommandations
9	Rédaction Rapport
10	Rédaction et Dépôt du Rapport Provisoire
11	Départ Personnes Ressources Externe et Reprs. Tutelle

### **Profil de l'Expertise Requise :**

Les deux personnes ressources externes seront identifiées sur la base de leurs connaissances de l'environnement politico-juridique de la GRN au Niger aussi bien que leurs expériences pratiques du terrain. A l'intérieur de ces connaissances contextuelles, chacune peut avoir ses connaissances spécifiques approfondies et crédibles en matière du Foncier et/ou de la GRN Participative.

Des capacités conceptuelles et la volonté de sortir du « cadre purement techno-législatif » afin d'aborder la problématique de la GRN communes aujourd'hui et demain sont également des qualités nécessaires pour mener à bien cette mission d'évaluation mi-parcours.

Les deux personnes ressources auront à travailler étroitement en équipe lors de la mission pour que leurs connaissances soient conjuguées et complémentaires et que les « produits » de l'évaluation du PAGCRSP soient véritablement conjoints.

En plus de cet esprit d'équipe, les capacité de communication, d'analyse, de synthèse et d'expression seront très importantes, particulièrement étant donné la nature de la tâche et les contraintes temporelles qui s'imposent.

Les personnes ressources externes seront accompagnées tout au long de la mission par un représentant du Ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et la Lutte Contre la Désertification et un représentant du Ministère des Ressources Animales : les ministères du tutelle technique/partenaires du PAGCRSP. En plus de leur rôle de représentation institutionnelle, ces personnes pourront apporter un appui technique aux consultants externes et participeront à toutes les étapes de l'évaluation mi-parcours<sup>11</sup>.

**Période et Durée :** Onze (11) jours dans la première Quinzaine de Juin 2006  
(Dimanche 4 –mercredi 14 Juin 2006)

**Supports/Documentation :**

Document du projet PAGCRSP II  
Rapport de Démarrage  
Rapports Annuels 2004, 2005  
Notes de Capitalisation  
Notes Cas d'Etude  
Rapports Revues Annuelles

---

<sup>11</sup> La responsabilité pour la rédaction du rapport d'évaluation mi-parcours revient aux personnes ressources externes engagées pour l'évaluation mi-parcours.

**ANNEXE II : Le programme de la mission**

JOURS	DATES	ACTIVITES
1	02/06/06	Arrivée de l'équipe de mission a Zinder
2	03/06/06	Atelier d'information par le projet/ CRAC/CGRN, Approbation du programme, Logistiques et divers
3	04/06/06	Exploitation documentaire, Rencontre d'éclaircissements avec projet
4	05/06/06	Rencontres avec Directions Régionales Elevage et Environnement, rencontre avec Conseil municipal de Tirmini, discussions internes sur la journée,
5	06/06/06	Terrain : Rencontres avec SLG de Meiremi, CCD de Kanthe, SLG de Kup Kup, CCD de Tanout, discussions internes sur la journée
6	07/06/06	Terrain : Rencontre avec SLG de Moa, Chef de Canton de Moa, Conseil de Moa, CCD de Goure, CCD de Mirriah, discussions internes sur la journée,
7	08/06/06	Synthèse des visites, préparation de la restitution restreinte
8	09/06/06	Poursuite de la Synthèse, Restitution restreinte a l'équipe du projet et CRAC/CGRN, Préparation de la grande restitution
9	10/06/06	Atelier de restitution élargie, Rédaction rapport provisoire,
10	11/06/06	Poursuite de la rédaction du rapport provisoire
11	12/06/06	Finalisation et dépôt du rapport provisoire
12	13/06/06	Retour équipe de mission

**ANNEXE III : Liste des personnes rencontrées**

No	NOMS ET PRENOMS	STRUCTURES	FONCTIONS
	Gill Vogt	CRAC/CGRN	Coordinatrice
	Kees Vogt	CRAC/CGRN	Directeur
	Bachir Amadou	CRAC/CGRN	Chargé de Programmes
	Elh Gambo Saley	CRAC/CGRN	Chargé de Programme
	Mahaman Lawan Sani	PAGCRSP	Directeur
	Badamassi Ari Gouna	PAGCRSP	Assistant au Directeur
	Boukar Abdullah	PAGCRSP	Chef équipe sites
	Mme Hadjara Djibo	PAGCRSP	Membre équipe sites
	Tidjani Tchiroma	PAGCRSP	Chef équipe institutionnalisation
	Amadou Gordi	PAGCRSP	Membre équipe institutionnalisation
	Hima Ali	PAGCRSP	Membre équipe institutionnalisation
	Mme Zeinabou Ibrahim	PAGCRSP	Membre équipe institutionnalisation
	Boubacar Moussa	PAGCRSP	Membre équipe institutionnalisation
	Mme Sakiou Nana Mariama	PAGCRSP	Membre équipe institutionnalisation
	Dr Gourgoudou Hadi	Direction R. Elevage Zinder	Directeur
	Abdoulaye Moussa	Direction R. Elevage Zinder	
	Salifou Mairiga	Direction R. Elevage Zinder	Responsable LABOSEL
	Ousman Malam Moussa	Direction R. Elevage Zinder	
	Issa Ousman	Direction R. Elevage Zinder	
	Rachidi Harouna	Direction R. Environnemt Zder	Directeur
	Elh Roufai Moussa	Direction R. Environnemt Zder	
	Ali Akilou	Mairie de Tirmini	Maire
	Maman Na Handi	Mairie de Tirmini	Conseiller
	Hachimou Hassan	Mairie de Tirmini	Conseiller
	Brah Malam Boukar	Mairie de Tirmini	Conseiller
	Mme Haouaou Mamani	Mairie de Tirmini	Conseiller
	Sanoussi Barma	Mairie de Tirmini	Conseiller
	Sabo Mahaman	SLG Meiremi	Président
	Zaharou Ibrahim	SLG Meiremi	Conseiller
	Mahamadou Abdou	SLG Meiremi	Secrétaire
	Mme Hajara Yaou	SLG Meiremi	Conseiller

	Issoufou Mato	SLG Meiremi	Conseiller
	Mme Haoua Lawali	SLG Meiremi	Conseiller
	Ibrahim Manzo	SLG Meiremi	Conseiller
	Habibou Boukari	SLG Meiremi	Conseiller
	Issa Mani	SLG Meiremi	Vice Président
	Mme Nanoua Sajadi	SLG Meiremi	Conseiller
	Hakilou Lawali	SLG Meiremi	Conseiller
	Mme Sakina Ousman	SLG Meiremi	Conseiller
	Abdou Ousman	SLG Meiremi	Conseiller
	Mme Mariama Ali	SLG Meiremi	Trésorière
	Mamadou Adamou	SLG Meiremi	Conseiller
	Lawre Issoufou	SLG Meiremi	Trésorière Adjointe
	Leko Moutari	SLG Meiremi	Organisateur
	Mme Rabi Elh Maman	SLG Meiremi	Organisateur
	Issakou Mman	SLG Meiremi	Organisateur
	Zeinabou Ali	SLG Meiremi	Conseiller
	Soule Magou	SLG Meiremi	Conseiller
	Mme Aicha Soule	SLG Meiremi	Conseiller
	Illou Ibrahim	SLG Meiremi	Organisateur
	Mariama Ali	SLG Meiremi	Conseiller
	Aminou Elh Maman	SLG Meiremi	Conseiller
	Mme Achatou Elh Maman	SLG Meiremi	Conseiller
	Malam Yahaya Idi	SLG Meiremi	Conseiller
	Mme Balki Inoussa	SLG Meiremi	Conseiller
	Habibou Elh	SLG Meiremi	Représentant Eleveurs
	Boukari Issa	SLG Meiremi	Représentant Eleveurs
	Magagi Mahamadou	SLG Meiremi	Représentant Eleveurs
	Sanda Zaki	SLG Meiremi	Représentant Eleveurs
	Boukar Mai Boul	Canton de Moa	Chef de Canton
	Kiari Amadou	SLG Moa	Président
	Amadou Moussa	SLG Moa	
	Elh Amed	SLG Moa	
	Allassan Aboubakar	SLG Moa	
	Ibrahim Maman	SLG Moa	
	Maman Elh	SLG Moa	
	Idrissa Elh Kiari	SLG Moa	
	Assan Ousman	SLG Moa	
	Mme Maimouna Jamboute	SLG Moa	
	Mme Amina Malam Boukar	SLG Moa	
	Laminou Elh Kiari	SLG Moa	
	Elh Abdo	SLG Moa	
	Mme Mariama Lasseini	SLG Moa	
	Mme Amina Mamadou	SLG Moa	
	Abdou Gassaou Hassan	Mairie de Moa	Maire
	Bouhari Ibrahim	Mairie de Moa	1 <sup>er</sup> Adjoint
	Me Zeinabou Mamadou	Mairie de Moa	Conseiller
	Abdou Hassan	Mairie de Moa	Conseiller
	15 membres de la SLG de Kup		

	Kup et le Chef de village de Gangara		
	Naroua Maman	Poste forestier de Bakin Birdji	Chef de poste
		Cellule d'Intervention de Base (CIB élevage de Bakin Birdji	Chef CIB
	Ibro Issa	Service Départemental de Tanout,	Chef de service Environnement et coordonnateur du CCD Tanout
	Harou Boundi	Service Départemental des Ressources Animales de Tanout,	Chef Service Départemental des Ressources Animales et membre du CCD
	Langouma Acka	Cofu Tanout,	Secrétaire Permanent de la Cofu Tanout et membre du CCD
	Abdou Garba Kona	Préfecture de Tanout	Préfet de Tanout, Président du CCD Tanout
	Le secrétaire Général de la Préfecture de Tanout	Préfecture de Tanout	
	Les membres du CCD de Gouré en Assemblée Générale		
	Abdoulkader Mohamed	Service Départ. de l'Environnement de Mirriah	Chef de service et Coordonnateur du CCD Mirriah
	Manirou Manzo, devlp comm	Service du Développement Communautaire de Mirriah,	Membre du CCD
	Souleymane Limane	Service Départ. de l'Agriculture de Mirriah,	Membre du CCD Mirriah
	Falilou Annou Mamane	Service Départ. du Développement Social de Mirriah	Membre du CCD Mirriah
	Ichaou Marafa	Service Départ. de la Jeunesse et Sport de Mirriah	Membre du CCD de Mirriah

## **ANNEXE IV : Liste des participants à l'atelier de restitution élargie**

### Liste de présence des participants à l'atelier de restitution de l'évaluation à mi-parcours du PAGCRSPH - Tenu à Zinder, le 10 juin 2006

<i>Noms et Prenoms</i>	<i>Fonction</i>
1. Abdoul Razak M Sani	Rep Chef Groupement. Touareg
2. Barma Rabiou	Chef Canton. Tirmini
3. Souleyman Tambari	Chef Canton Gangara
4. Amadou Nagague	Chef Groupement Yari
5. Habou Moumouni	Chef Groupement Dan Gouchi
6. Elh Amadou Roufai Moussa	Rep Directeur Régional de l'Environnement de Zinder
7. Ousmane Malam Ousseini	Rep du Directeur Régional des Ressources Animales de Zinder
8. Elh Lawali Koré	Président de l'Association Koutayani Taketa
9 Abdoul Azizou Dakarma	Rep Secrétaire Générale Adjointe de Zinder
10. Abdou Garba Kona	Préfet Tanout
11. Cheik Omar Diakité	Chef Poste Administratif de Tesker
12. Harouna Ibrahim	Chef Poste Administratif de Dungass
13. Abdoulaye Mahaman	Maire Doungou
14. Saïdou Sani	Maire Droum
15. Abdou Mamoudou	Maire Adjoint Sassoubroum
16. Mahamadou Ahmet	Vice Maire Gangara
17. Ado Ousmane	Représentant Maire Olellewa
18. Abdou Gassaou Hassan	Maire Moa
19. Soumaila Oumarou	CCD Tanout
20. Mahamadou Saley	CCD Matameye
21. Kader Mohamed	CCD Mirriah
22. Mamane Amadou	CCD Gouré
23. Bello Binguel	CCD Magaria

<i>24. Mamane Boulama</i>	<i>CIB Bakin Birgi</i>
<i>25. Naroua Mahamane</i>	<i>CPF Bakin Birgi</i>
<i>26. Ibrahim Mamane</i>	<i>CPF Damagarm Takaya</i>
<i>27. Mamane Harou</i>	<i>CIB Droum</i>
<i>28. Fatima Oumarou</i>	<i>COFO Tanout</i>
<i>29. Mahamadou M Abdou</i>	<i>SLG Mairemi</i>
<i>30. Mahadi Adamou</i>	<i>SLG Kup Kup</i>
<i>31. Idrissa Hassane</i>	<i>SLG Maisalka</i>
<i>32. Kiari Amadou</i>	<i>SLG Moa</i>
<i>33. Tidjani Tchiroma</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>34. Boubacar Moussa</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>35. Badamassi Arigouna</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>36. Sani Mahaman Lawan</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>37. Sakiou Mariama Amadou</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>38. Zeinabou Ibrahim</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>39. Amadou Gordy</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>40. Hima Ali</i>	<i>PAGCRSP</i>
<i>41. Gill Vogt</i>	<i>CRAC – GRN</i>
<i>42. Bachir Amadou</i>	<i>CRAC – GRN</i>

**ANNEXE V : Liste des documents consultés**

No	TITRES	AUTEURS
	Proposition pou projet d'appui a la gestion conjointe des ressources sylvo-pastorales (PAGCRSP) phase II	SOS Sahel International CRAC/CGRN, DECEMBRE 2003
	Rapport d'évaluation de la phase I du PAGCRSP	Boureima Dodo et Hubert Ouedrago
	Rapports Annuels d'activités du projet	PAGCRSP
	Carte d'Identité du projet	PAGCRSP
	Diverses notes de capitalisation/ Etudes des cas	SOS Sahel International CRAC/CGRN
	Documents de Gestion des sites	SLG
	Document des fonctionnement des sites (Statuts, Règlements Intérieurs, etc.)	SLG
	Document de fonctionnement des CCD (Arrêté de mise en place, règlements intérieurs, Plan d'action, )	CCD
	Recueil des Textes du Code Rurale, Edition 2004	Secrétariat Permanent du Comite National du Code Rural (SP/CNCR)
	Recueil des Textes sur la Décentralisation, Edition 2003	Haut Commissariat a la Reforme Administrative et a la Décentralisation
	Rapport de la Revue Annuelle de ADDR II	DANIDA
	Stratégie de Développement Rural SDR	Ministère du Développement Agricole
	Plan d'Action à Moyen Terme en Matière d'Environnement et de lutte contre la Désertification PAMT	Ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement de la Lutte Contre la Désertification